

qu'apportent des recherches scientifiques et techniques planifiées centralement. La manière dont fût conçu l'IDS est aussi expliquée. Enfin, il relève les principales conséquences de l'IDS à savoir :

- que la mise en oeuvre du programme porte en elle-même une accélération et une amplification de la course aux armements;
- que l'IDS vient compliquer les négociations déjà ardues sur le désarmement;
- et qu'elle affecte les principes stratégiques de l'initiative et de la surprise.

Selon Rousset, il y a eu méprise face à l'avènement du nucléaire de la part de ses premiers adversaires. L'ambiguïté de l'armement nucléaire n'a pas été comprise ainsi que l'association, du nucléaire civil et militaire. D'où erreur sur l'objectif qui devrait être d'enrayer la faisabilité croissante d'une guerre nucléaire. Et toujours la dimension planétaire chère à l'auteur qui préconise une prise de conscience et des actions coordonnées à l'échelle mondiale.

L'auteur constate l'échec de la politique américaine au début de 1987. Les États-Unis sont dans une impasse complète mais l'Union soviétique ne peut en profiter en raison de la crise sociale et institutionnelle à laquelle elle est confrontée. D'autres sociétés ne peuvent non plus émerger à cause de plusieurs facteurs dont le moindre n'est certes pas l'économie américaine.

Le livre de Rousset comprend une foule de données techniques et historiques fort intéressantes mais qui auraient pu être mieux exploitées dans un cadre d'analyse plus rigide. Sans compter que l'auteur fait, consciemment, de graves entorses à la grammaire ce qui est inexcusable peu importe les raisons invoquées.

- Jean Labrie

*M. Labrie est adjoint au Directeur du département de science politique à l'Université Laval.*

### **Le couple franco-allemand et la défense de l'Europe**

Sous la direction de Karl Kaiser et Pierre Lellouche

*Economica, Paris, 1986.  
353 pages, 48,95 \$*

Les Européens, après avoir construit la coopération économique et cheminé lentement vers une certaine unité politique, se penchent maintenant sur la défense de leur continent, à un moment où les problèmes

de sécurité sont au premier plan de l'actualité.

Ce n'est pas un hasard si depuis quelques mois, les leaders européens, presque toutes tendances politiques confondues, appellent à une plus grande concertation des politiques de défense entre pays européens membres de l'OTAN. Les résultats du sommet de Reykjavik, les propositions de Gorbatchev sur les euro-missiles, la dérive isolationniste américaine, sont quelques-unes des raisons qui poussent les Européens à se regrouper pour discuter de leur avenir, qu'ils ne voudraient pas voir réglé par-dessus leur tête lors d'un sommet américano-soviétique.

Ce premier volume sur la défense de l'Europe (l'Institut français des relations internationales en prévoit quatre) se concentre uniquement sur la coopération franco-allemande. En effet, en 1963, l'axe franco-allemand est devenu une réalité bien tangible quand le général de Gaulle et le chancelier Adenauer ont signé le traité de l'Élysée et, lorsqu'en 1983, le président Mitterrand décidait d'en réactiver les clauses militaires. L'IFRI a réuni des signatures prestigieuses, des deux côtés du Rhin, pour traiter des relations politiques, militaires et industrielles qui unissent les deux pays. Loin de magnifier cette collaboration, les auteurs sont souvent très critiques quant aux résultats concrets de vingt années d'interrelations et s'interrogent sur les enjeux fondamentaux qu'impliqueraient un élargissement du parapluie nucléaire français ou une redéfinition de la politique de défense des deux pays.

Ainsi, Lothar Rühl demande-t-il à la France de «veiller à la sécurité de la RFA comme à la sienne propre et de toujours chercher des solutions communes aux problèmes de défense». Mais son compatriote, Kurt Becker, reconnaît le caractère inconciliable des priorités militaires des deux pays : «la France prévoit, jusqu'au milieu de la prochaine décennie, un énorme développement de sa dissuasion nucléaire, tandis que la République fédérale souhaiterait voir renforcer, au sein de l'Alliance, la défense conventionnelle de l'avant afin de relever le seuil nucléaire». Le couple franco-allemand a des limites dont la plus importante est le refus de la France de réintégrer la structure militaire de l'OTAN. «Tout projet bilatéral se

heurtera donc toujours aux limites de l'intégration de l'OTAN, refusée par la France», rappelle, judicieusement, Ingo Kolboom. Enfin, l'Allemagne de l'Ouest ne semble pas encore déterminée à échanger la protection offerte par les troupes et les armes nucléaires américaines contre «la promesse» que la France viendrait à son secours en cas de conflit. Certes, la garantie nucléaire américaine n'est pas absolue, tout comme serait celle de la France dont la politique de dissuasion a comme principe que le nucléaire ne se partage pas. Toutefois, quarante ans de dépendance militaire et politique envers les États-Unis ont façonné des habitudes et des réflexes qu'il est très difficile de changer.

À noter, les articles de François Heisbourg, Gustav Bittner et Michel Guionnet sur les problèmes en matière d'armements et la coopération dans l'espace. Ce sont là des domaines où les relations franco-allemandes éprouvent le plus de difficultés mais où l'union peut le mieux se réaliser si la volonté politique existe. Le directeur de l'Institut international d'études stratégiques, ancien cadre chez la firme française Thomson International, M. Heisbourg, note ironiquement que «rien n'est jamais acquis» en matière d'armements. C'est un domaine toujours sujet aux compromis et aux influences des industries nationales qui n'hésitent pas à faire pression pour bloquer des projets qui pourraient leur causer du tort. L'exemple de l'avion de combat européen, où les deux pays se retrouvent dans des camps opposés, illustre bien les difficultés à surmonter. Un ouvrage bien fait, clair et facile d'accès pour le néophyte.

- Jocelyn Coulon

### **Iran-Irak, la diplomatie du conflit**

*Politique étrangère  
numéro 2, été 1987, 250 pages.*

La guerre sanglante qui se déroule entre l'Iran et l'Irak depuis maintenant sept ans est entrée dans une phase extrêmement délicate et capitale pour les gouvernements occidentaux et pour la stabilité du Golfe persique. Tout au long du printemps et de l'été, alors que des combats acharnés se poursuivaient le long des deux frontières, les affrontements se sont

déplacés dans les mers chaudes du Proche-Orient et dans les grandes capitales européennes.

Des dizaines de pétroliers ont été attaqués; l'Irak a frappé mortellement un navire de guerre américain; des exaltés ont provoqué un massacre de pèlerins à La Mecque et la sécurité de différents moyens de transport est encore sérieusement menacée par les intimidations du régime islamique iranien. Mais plus encore, une grave crise diplomatique a éclaté entre Paris et Téhéran qui, au moment où nous écrivons ces lignes, n'est pas encore résolue.

Les réactions de différents pays ne se sont pas fait attendre. Les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne ont envoyé des navires de guerre pour protéger les convois commerciaux, mais aussi pour bien faire comprendre qu'ils ne se laisseront pas intimider. L'Union soviétique a tenté de s'insérer dans le jeu tandis que pour la première fois, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a voté, à l'unanimité, une résolution demandant la fin du conflit et l'adoption de sanctions si la guerre ne cesse pas. Le Golfe est devenu une poudrière et la revue de l'Institut français des relations internationales a décidé d'y consacrer un numéro presque entier.

Des spécialistes chevronnés analysent les dimensions internationales du conflit irano-irakien. Jean Gueyras et Olivier Roy y décèlent, pour le premier, une grande fragilité et l'influence grandissante de l'armée, et pour le deuxième une stabilité du régime et une propension à vouloir exporter sa révolution pour la substituer à un nationalisme arabe, «accusé de trahir l'universalité du monde musulman». José Garçon dans un article pour le moins prémonitoire, décrit les contradictions de la politique française dans ce conflit et l'échec du rapprochement avec l'Iran. La bonne entente entre Téhéran et Damas ne semble plus aussi solide qu'auparavant et Charles Caret démontre les limites de cette «alliance contre nature». Enfin, Fouad Ajami, se penche sur la crise d'identité que traverse le monde arabe depuis 1973. Il conclut à l'impasse totale de la pensée politique arabe, bousculée par l'intégrisme iranien.

- Jocelyn Coulon □

*Voir l'analyse sommaire d'ouvrages publiés en anglais dans la rubrique Reviews de Peace&Security.*